CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 7 MAI 2020, COMITÉS DES ÉTATS ÉTRANGERS ET DE L'OUTRE-MER DE L'AFD DU 6 MAI 2020

APPROBATION DE 22 NOUVEAUX PROJETS

Vingt-deux projets ont été approuvés par le Conseil d'administration du 07 mai 2020, le Comité des États étrangers et le Comité Outre-mer de l'AFD du 06 mai 2020 pour un montant total de 874,4 millions d'euros et 38 millions de dollars et 18,6 millions de couronnes danoises.

Le projet stratégique associé à l'intégration d'Expertise France au groupe AFD, décidée lors du Comité interministériel de la coopération internationale et du développement de février 2018, a été présenté au Conseil d'administration du 7 mai 2020. Les administrateurs ont souligné l'importante de cette intégration, qui sera mise en œuvre en janvier 2021, au service de la politique de développement de la France

Le bilan annuel du Fonds Paix et Résilience Minka a été présenté au Conseil d'administration. Lancé à la mi-2017, le Fonds Minka est l'instrument des autorités françaises pour la prévention des conflits et la consolidation de la paix. En trois ans, Minka a **financé près de 460 millions d'euros de projets de consolidation de la paix** dans des bassins de crise marqués par des conflits violents qui mettent en péril le contrat social des pays touchés : le Sahel, la Centrafrique, le pourtour du lac Tchad et les pays limitrophes de la Syrie. Avec 264 MEUR en 2019, soit plus de 18 % du volume des subventions engagées par l'AFD, les objectifs CICID ont été atteints avec un an d'avance.
Les projets Minka sont plus rapides que les projets subvention classiques, en temps d'instruction comme en rythme de décaissement. Le volume des projets dans le secteur de la gouvernance démocratique a été multiplié par deux, et Minka a financé 75 % de projets contribuant significativement à l'égalité entre les femmes et les hommes, notamment pour lutter contre les violences basées sur le genre ou pour garantir un meilleur accès des femmes à l'emploi et l'entrepreneuriat. Les projets visent particulièrement à renforcer la coexistence entre les réfugiés et déplacés et les communautés qui les accueillent, pour éviter une fragilisation des sociétés et des États hôtes des déplacés forcés.
Le bilan 2019 du Fonds Minka montre que l'AFD est devenue un acteur crédible des zones fragiles et qu'à travers les projets financés par Minka, la France contribue de manière significative à la prévention des conflits et à la réalisation de l'Objectif de développement durable de construction de sociétés en paix, inclusives et dotées d'institutions justes, efficaces et transparentes (ODD n°16).

Les financements suivants ont notamment été approuvés :

Projets Initiative « Covid-19-Santé en Commun »

Dans le cadre de l'Initiative « Covid-19 - Santé en commun », 5 nouveaux projets ont été approuvés :

PROJET : Financement partiel du plan de préparation et de riposte à l'épidémie de la maladie à coronavirus Covid-19 du Burkina Faso
Pays : Burkina Faso
Secteur : santé
Montant du financement : subvention de 7 millions d'euros

Ce financement s'inscrit dans le cadre de l'Initiative « Covid-19 – Santé en commun » approuvée par l'AFD le 2 avril 2020 pour appuyer les pays dans leur riposte à la crise du Covid-19, en cohérence avec les directives de l'OMS. L'AFD prévoit de contribuer au financement du Plan national de riposte sanitaire burkinabé, mis en place pour coordonner les interventions du ministère de la Santé et des partenaires financiers. La subvention permettra plus particulièrement de renforcer les capacités du système sanitaire en finançant les dépenses de fonctionnement des structures hospitalières (ressources humaines, consommables, équipement et matériel médical) et d'accompagner les mesures sociales mises en place par le gouvernement pour amortir l'impact de la crise, notamment le subventionnement de l'eau au profit des populations les plus pauvres.

PROJET : Financement partiel du plan de préparation et de riposte à l'épidémie de la maladie à coronavirus Covid-19 de la Mauritanie
Pays : Mauritanie
Secteur : santé
Montant du financement : subvention de 2,5 millions d'euros

Ce financement s'inscrit dans le cadre de l'Initiative « Covid-19 – Santé en commun » approuvée par l'AFD le 2 avril 2020 pour appuyer les pays dans leur riposte à la crise du Covid-19, en cohérence avec les directives de l'OMS. En Mauritanie, l'AFD prévoit de contribuer au financement du Plan national de riposte sanitaire, mis en place pour coordonner les interventions du ministère de la Santé et des Partenaires financiers. La subvention versée sur le Fonds spécial de solidarité sociale et de lutte contre le coronavirus permettra de soutenir les dépenses des volets laboratoire /diagnostic ; prise en charge des patients ; prévention et contrôle des infections.

PROJET : Financement partiel du Plan national de préparation et de riposte à l'épidémie de la maladie à coronavirus Covid-19 du Tchad
Pays : Tchad
Secteur : santé
Montant du financement : subvention de 7,5 millions d'euros

Ce financement s'inscrit dans le cadre de l'Initiative « Covid-19 – Santé en commun » approuvée par l'AFD le 2 avril 2020 pour appuyer les pays dans leur riposte à la crise du Covid-19, en cohérence avec les directives de l'OMS. L'AFD appuiera le ministère de la Santé tchadien dans la mise en œuvre de son plan national initial de contingence de prévention et de lutte contre la pandémie de Covid-19. La subvention versée sur le Fonds Spécial de lutte contre le coronavirus permettra de soutenir l'ensemble des activités du plan national de contingence mais se focalisera principalement sur les dépenses liées au renforcement des capacités des services de santé : fonctionnement des hôpitaux, achats d'intrants, équipements de protection, hygiène, formation du personnel de santé….

PROJET : Contribution au Fonds commun santé et au plan de préparation et de réponse au Covid-19 du Niger
Pays : Niger
Secteur : santé
Montant du financement : subvention de 13 millions d'euros

Malgré des progrès accomplis dans la lutte contre la mortalité maternelle et infantile ces dernières années, le système de santé nigérien est insuffisamment équipé pour faire face aux besoins de la population. Ce financement accordé au ministère de la Santé contribuera au Plan de développement sanitaire du Niger pour accélérer l'amélioration des indicateurs de santé, ainsi qu'au plan de riposte au Covid-19 du Niger.

PROJET : Appui au lancement des activités de l'Institut Pasteur de Guinée
Pays : Guinée
Secteur : santé – recherche médicale
Montant du financement : subvention de 2,56 millions d'euros

Depuis 2015, en réponse à la crise épidémiologique Ebola, l'AFD appuie les autorités guinéennes dans la création de l'Institut Pasteur de Guinée dont l'objectif est de répondre aux urgences épidémiques, de participer à la surveillance et à la recherche sur les maladies infectieuses, et de former et accompagner les scientifiques guinéens dans la prévention des épidémies. En 2020, face à la crise du Covid-19, l'AFD renouvelle son soutien à l'Institut pour la poursuite et le lancement de ses activités entre 2020 et 2022 qui incluent notamment le lancement de programmes de recherche sur les maladies infectieuses et la création d'un laboratoire d'analyses de biologie médicale et d'un centre de vaccination ouverts au public.

PROJET : Réallocation d'une partie du prêt de politique publique en appui à la réforme de la gouvernance des entreprises publiques en Tunisie
Pays : Tunisie
Secteur : gouvernance

Montant du financement : modification sur un prêt de 100 millions d'euros et une subvention d'un million d'euros

Il s'agit de la modification des conditions suspensives au deuxième décaissement telles que précisées en décembre 2017 et intégrées à la convention de financement ainsi que la modification des engagements particuliers, dans le cadre de la mobilisation d'une partie du financement au budget de l'État tunisien afin de contribuer aux mesures de lutte contre les effets économiques, sociaux et sanitaires de la crise du Covid-19.
Il s'agit ainsi de consacrer la dernière tranche de financement du prêt de politique publique, d'un montant de 50 millions d'euros, à la réponse à la crise du Covid-19.

Réponse élargie à la crise Covid-19

Dans le cadre de la réponse élargie à la crise sanitaire, trois nouveaux projets ont été approuvés.

PROJET : Troisième et dernier prêt d'un programme de prêts de politique publique pour accompagner les réformes dans le secteur de la protection sociale
Pays : Géorgie
Secteur : santé et protection sociale
Montant du financement : prêt de 70 millions d'euros

L'AFD envisage de poursuivre en 2020 le financement initié en 2018 du programme de prêts de politique publique à la Géorgie dans le secteur de la protection sociale. L'objectif du programme est d'accompagner la Géorgie dans ses réformes sur les 3 piliers suivants :
- renforcer le système d'aide sociale et de solidarité ;
- améliorer le système de santé et de l'équité dans l'accès aux soins ;
- préparer la réforme du système d'allocation aux déplacés internes et reloger les familles vivant dans des logements collectifs insalubres.

Le montant global inclut un financement additionnel de 50 millions d'euros en 2020 afin de contribuer au financement des dépenses exceptionnelles liées à la crise sanitaire du Covid-19.

PROJET : Prêt de politique publique au secteur de la protection sociale pour répondre à l'urgence face à l'épidémie de Covid-19 en Inde
Pays : Inde
Secteur : santé et protection sociale
Montant du financement : prêt de 200 millions d'euros

Cette opération consiste en un prêt de politique publique au secteur de la protection sociale en Inde pour pallier les impacts de la crise du Covid-19 et des mesures de confinement prises en réponse à l'urgence sanitaire sur les populations les plus vulnérables en Inde. Il s'agit d'une aide budgétaire assortie d'une matrice dont les financements sont non affectés, qui vient compléter un financement

apporté par la Banque mondiale à hauteur de 750 millions de dollars. Les principaux piliers du programme annoncé par le gouvernement indien sont :

- améliorer la protection sociale des populations pauvres et vulnérables indiennes grâce à un passage à l'échelle de programmes d'aide sociale existants ;
- apporter une protection sociale aux personnel de santé ;
- améliorer l'accès et la délivrance des prestations sociales pour les populations vulnérables, et en particulier des travailleurs migrants en instaurant un régime d'aide d'urgence pour les 35 millions de travailleurs informels dans le secteur du bâtiment, la portabilité des droits entre les États, et en étendant la couverture des assurances sociales de base en milieu urbain.

PROJET : Prêt d'urgence à la Nouvelle-Calédonie pour le compte de l'État
Pays : Nouvelle-Calédonie
Secteur : collectivités locales
Montant du financement : prêt de 240 millions d'euros

Dans le contexte de la crise sanitaire Covid-19, l'État français a mandaté l'Agence française de développement pour octroyer un prêt de 240 millions d'euros à la Collectivité de Nouvelle-Calédonie, cette dernière ayant pour responsabilité de répartir les fonds entre les différents bénéficiaires finaux. Ce prêt, garanti par l'État français, a pour objet de financer les reports et pertes de recettes fiscales et de cotisations sociales, ainsi que les surcroîts de dépenses engendrés par la crise.

Autres projets approuvés :

PROJET : Extension en zone urbaine (Ouagadougou) du programme national de filets sociaux et amélioration de l'état nutritionnel
Pays : Burkina Faso
Secteur : santé
Montant du financement : subvention de 9 millions d'euros

La finalité de ce projet est de lutter contre la pauvreté des populations vivant en milieu urbain, de promouvoir l'équilibre femme-homme et d'améliorer le statut nutritionnel des femmes et enfants en bas âge, à travers l'extension du programme national de filets sociaux aux zones périurbaines de Ouagadougou. Le projet ciblera les populations les plus vulnérables de cinq quartiers de la ville, y compris les personnes déplacées, avec un objectif de 10 000 ménages bénéficiaires, soit 70 000 personnes environ. Ces ménages recevront des transferts monétaires via mobile money chaque trimestre pendant trois ans.

PROJET : Projet de renforcement institutionnel du secteur de la sécurité alimentaire au Niger (PRISAN)
Pays : Niger
Secteur : agriculture et sécurité alimentaire
Montant du financement : subvention de 3 millions d'euros

L'insécurité alimentaire et nutritionnelle chronique touche de 11 à 25 % des Nigériens et la malnutrition sévit de manière endémique. Ce projet vise à renforcer la performance des trois institutions en charge des questions de sécurité alimentaire et nutritionnelle : le Haut-commissariat à l'initiative « Les Nigériens nourrissent les Nigériens », le dispositif national de prévention et de gestion des crises alimentaires et le Fonds d'investissement pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle

PROJET : Renforcement de l'accès à l'eau potable pour la ville de N'Djamena
Pays : Tchad
Secteur : eau et assainissement
Montant du financement : subvention de 29,2 millions d'euros

La finalité du projet est la réhabilitation et l'extension du réseau d'adduction d'eau potable de la ville de N'Djamena pour répondre aux besoins induits par l'accroissement de la population et de la surface urbaine. Il permettra à 300 000 habitants de disposer d'eau potable et limitera ainsi l'impact des maladies hydriques. Le projet permettra également le renforcement de capacités de la Société tchadienne des eaux.

PROJET : Appui à Jérusalem-Est pour son identité et sa résilience (AJIR)

Pays : Palestine
Secteur : infrastructures et développement urbain - éducation
Montant du financement : subvention de 8 millions d'Euros

Déclinant la politique de la France en Palestine, AJIR est un programme en faveur de la résilience et de l'identité palestinienne de Jérusalem-Est. Pour répondre aux enjeux d'inclusion sociale, AJIR entend améliorer l'offre éducative pour la jeunesse palestinienne d'une part, et faciliter l'accès aux services sociaux pour les populations vulnérables et marginalisées d'autre part. Enfin, le programme permettra de renforcer le rôle et les capacités de la société civile dans la mise en place de modèles de gouvernance inclusifs et participatifs.

PROJET : Gestion des risques de catastrophes et d'inondations, dans le Akkar et la Bekaa
Pays : Liban
Secteur : eau et assainissement - environnement et ressources naturelles
Montant du financement : subventions de 9,6 millions d'euros et de 18,6 millions de couronnes danoises

Alors que le Liban est fréquemment touché par de fortes inondations, ce projet vise à renforcer le dispositif national de gestion des risques de catastrophes et à améliorer la réponse apportée par les communautés du Akkar et de la Bekaa. Mis en œuvre par l'ONG Solidarités International, avec les Croix-Rouge française et libanaise, le projet contribuera à l'amélioration des conditions de vie de populations syriennes et libanaises fortement touchées par la crise sociale qui affecte le Liban.

PROJET : Projet d'appui à la production d'eau potable au Suriname
Pays : Suriname
Secteur : eau et assainissement
Montant du financement : prêt de 14 millions d'euros

Ce financement est un prêt complémentaire à celui octroyé en 2014 pour le projet d'appui à la production d'eau portable au Suriname. Le projet va désormais entrer dans sa phase travaux. Comme anticipé dans l'étude de faisabilité, les offres reçues pour les travaux sont supérieures au budget initial, notamment pour des raisons techniques. L'appui complémentaire de l'AFD permettra donc de boucler le nouveau plan de financement.

Le principal effet attendu du projet est l'augmentation des capacités de production d'eau potable du pays et la réduction de sa dépendance à des ressources non durables et vulnérables au changement climatique.

PROJET : Appui aux organisations professionnelles agricoles (OPA)
Pays : multi-pays
Secteur : agriculture durable
Montant du financement : subvention de 8 millions d'euros

Le projet consiste en un programme de renforcement des capacités de services économiques et de conseil et de plaidoyer des organisations professionnelles agricoles (OPA) dans 10 pays d'Afrique et 5 pays d'Amérique latine. Le programme vise à passer à l'échelle et à pérenniser 40 OPA en Afrique et en Amérique latine dans leurs missions et leur rôle de soutien à 33 000 exploitations familiales agricoles. Le projet contribuera également à la prise en compte des dimensions d'adaptation au changement climatique et de réduction des inégalités F/H au sein des OPA ciblées et de leurs membres.

Par ailleurs dans le contexte de la crise liée au Covid-19, le projet permettra de renforcer la résilience des petits producteurs, la continuité des chaînes d'approvisionnement agricole, le dialogue avec les États sur le renforcement de la production vivrière dans un contexte de sécurité alimentaire dégradé, que la crise sanitaire risque fortement de fragiliser davantage.

PROJET : Appui à la mise en œuvre du Plan de transition du secteur de l'éducation et de la formation du Niger

Pays : Niger
Secteur : éducation
Montant du financement : subvention de 77,3 millions d'euros

Sous forme d'aide-programme, ce financement délégué par le Partenariat mondial pour l'éducation (PME) vient soutenir l'opérationnalisation du Plan de transition du secteur de l'éducation et de la formation 2020-2022 du Niger. Il vise à réduire les disparités dans l'accès et l'achèvement de l'éducation de base ; à assurer la maîtrise des compétences fondamentales dès le début du primaire et du collège ; et à améliorer la gestion et le pilotage du système éducatif axé sur l'efficience et la redevabilité.

PROJET : Projet de rénovation et ouverture au public du Palais National d'Addis-Abeba
Pays : Éthiopie
Secteur : industries culturelles et créatives
Montant du financement : subvention de 12 millions d'euros

Le projet vise l'ouverture au public national et international du Palais national, et contribuer ainsi au renforcement des compétences éthiopiennes en matière de gestion du patrimoine urbain, à l'émergence d'une nouvelle opportunité touristique dans la capitale, et à la réappropriation par la population éthiopienne de son histoire et de son patrimoine

PROJET : Prêt de politique publique sectoriel énergie à la Géorgie
Pays : Géorgie
Secteur : appui aux politiques publiques dans l'énergie
Montant du financement : prêt de 120 millions d'euros

Ce troisième appui dans le cadre du programme pluri-annuel débuté en 2018 permettra à l'AFD, aux côtés de l'agence de développement allemande la KfW et de l'Union européenne, d'accompagner le gouvernement géorgien dans ses efforts pour la structuration et la mise en œuvre du cadre règlementaire du secteur de l'efficacité énergétique et de la réforme de son marché électrique en concordance avec le 3ème Paquet énergie européen. Il permettra en outre à la Géorgie, la poursuite d'une trajectoire de transition énergétique compatible avec les Accords de Paris. Le montant inclut un financement additionnel de 60 millions d'euros en 2020 en appui au bouclage du financement du programme économique du pays, qui se justifie dans le cadre multilatéral de réponse à la crise sanitaire du Covid-19.

PROJET : Solutions fondées sur la nature et renfort des ONG locales dans quatre pays de l'océan Indien via un appui au Fonds de partenariat pour les écosystèmes critiques (CEPF)
Pays : Comores, Madagascar, Maurice et Seychelles
Secteur : environnement et ressources naturelles
Montant du financement : subvention de 38 millions de dollars

Le projet vise à mobiliser une subvention du Fonds Vert afin de renforcer la résilience des populations vulnérables au changement climatique dans quatre pays de l'Océan Indien (Madagascar, Comores, Seychelles et Maurice). Il propose plus spécifiquement de financer des solutions fondées sur la nature portées par des ONG locales et ce, via le *Critical Ecosystem Partnership Fund* (CEPF). Le CEPF est un programme multi-bailleurs dédié au renforcement des capacités des ONG locales dans les *hotspots* de biodiversité afin que ces dernières participent activement à la conservation et la gestion durable de la biodiversité.

PROJET : Contribution du PME au Programme décennal de l'éducation en Guinée (ProDEG)
Pays : Guinée
Secteur : éducation de base, formation professionnelle, enseignement supérieur et recherche
Montant du financement : subvention de 34,1 millions d'euros

La finalité du programme est d'améliorer la réussite des jeunes guinéens dans leurs apprentissages et leur formation, dans un contexte de croissance des effectifs et de fragilisation des conditions d'enseignement-apprentissage. Le gouvernement guinéen a élaboré un programme décennal pour l'éducation en Guinée (ProDEG 2020-2029) qui cible tous les sous-secteurs de l'éducation : éducation de base, formation professionnelle et enseignement supérieur. En tant qu'agent partenaire du Partenariat mondial pour l'éducation (PME) en Guinée, l'AFD mettra en œuvre le financement du PME qui vient alimenter un fonds commun de l'éducation multi-bailleurs.